



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mil cinq
le vingt huit juin
Le Conseil Municipal de la Commune de CHATEAU- L'EVEQUE
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire
à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Serge DAUGIERAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 20 juin 2005

PRESENTS : MM. DAUGIERAS, DUBOIS, MME BELOMBO, M. REJASSE,
MME BOUTEVILLAIN, MM. MARTY, LE VAILLANT, PIERRE, VILISQUES, BAYLAC, MME
DUVERNEUIL, MM. VINCENOT, MME GALLOIS.

EXCUSES : M. LAGARDE, MME GRANCHO

ABSENTS : M. PUYBONNIEUX, MME ATROCHE

Secrétaire de séance : M. MICHEL MARTY

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles
s'est déroulée l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) destiné à
remplacer le POS applicable, ainsi que les conclusions du commissaire - enquêteur. Il
présente les corrections retenues (en accord avec les personnes publiques associées) pour
prendre en compte les résultats de ladite enquête.

Le conseil municipal,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.123.10, L 123.12, L
123.13, L 123.19, R 123.24 et R 123.25 ;

VU la délibération en date du 24 mai 2002 mettant en révision le POS approuvé
le 06 mai 1994, prescrivant sa transformation en PLU, et fixant les modalités de la
concertation avec la population comme prévu par l'article L 300.2 du code de
l'urbanisme ;

VU la délibération en date du 18 juin 2004 arrêtant le projet du PLU complétée
d'une délibération du même jour approuvant le bilan de la concertation précitée ;

VU les avis des personnes publiques associées jointes au dossier de l'enquête
publique,

VU l'arrêté municipal en date du 17 novembre 2004 prescrivant l'enquête
publique sur le projet de PLU,

VU le rapport et les conclusions du commissaire -enquêteur en date du 08 février
2005

Vu le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique
tenue le 28 février 2005

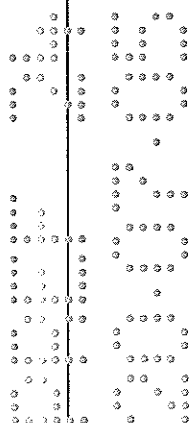
ENTENDU l'exposé de M. le Maire,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique n'ont justifié aucune
modification du projet de PLU

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au
conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123.10 du code de
l'urbanisme ;

Nombre de Conseillers	
En Exercice	17
Présents	13
Votants	13

Approbation du
Plan Local
d'Urbanisme



Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture
le

Après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le dossier du PLU destiné à remplacer le POS applicable tel qu'il est annexé à la présente,

Par conséquent,

- la présente délibération accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne,
- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

-La Dordogne Libre

- le dossier de PLU approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

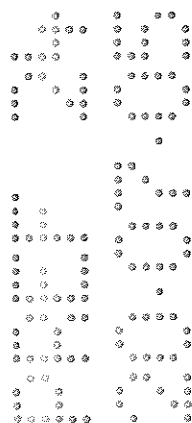
-à la Mairie de Château – L'Evêque

-à la Préfecture de la Dordogne

- la présente délibération deviendra exécutoire :

-dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au PLU approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.

-après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.



ARRETE DE MISE A JOUR DU P.L.U.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 126.1 et R 123.22,

Vu la délibération du Conseil municipal du 28 juin 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n°80516 du 3 avril 2008 portant approbation de la servitude d'utilité publique AS1,

Vu le plan annexé à l'arrêté préfectoral susvisé,

ARRETE

Article 1 : le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Château L'Evêque est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, a été reportée la servitude AS1 fixant les périmètres de protection du forage de « la Rebière des Armagnacs » sur les pièces intéressées de ce plan, à savoir :

- pièce n° 5D1 : liste des servitudes d'utilité publique,
- pièce n° 5D2 : plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : les documents mis à jour sont tenus à la disposition du public :

- à la mairie de Château l'Evêque,
- dans les locaux de l'Unité Territoriale de l'Equipement de Périgueux.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie pendant un mois.

Article 4 : M. le Maire de Château l'Evêque et Mme la Secrétaire de mairie de Château l'Evêque sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Château L'Evêque, le 12 juillet 2008
Le Maire.



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES DE LA DORDOGNE
service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT
DE LA DORDOGNE
Service Police de l'Eau et des Milieux
Aquatiques

- portant déclaration d'utilité publique sur :
 - la dérivation des eaux,
 - l'instauration des périmètres de protection.
 - portant autorisation sur :
 - le prélèvement,
 - la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine.
- du forage de « la Rebière des Armagnac » sur la commune de Château l'Evêque

**LE PREFET DE LA DORDOGNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le code Général des Collectivités Territoriales

VU les articles L 1321-1 à L 1321.7 du Code de la Santé Publique,

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L11-5, L16-1, R16-1 et R16-2,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles R.123-1 et suivants, et plus particulièrement l'article R.123-22

VU le Code de l'Environnement relatif à l'eau et notamment ses articles L 214-1 à L 214-8, et l'article 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement modifié ;

VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié;

VU le SDAGE Adour-Garonne, approuvé par le préfet coordonnateur de bassin en date du 6 août 1996;

VU la délibération du 27 juin 2001, par laquelle le SIAEP de Coulounieix-Razac sollicite l'autorisation pour le prélèvement et la dérivation des eaux pour la consommation humaine, et la mise en place des périmètres de protection du forage de « la Rebière des Armagnac »;

VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2002 portant désignation d'un hydrogéologue agréé pour l'établissement des périmètres de protection;

VU le rapport de hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, du 13 juin 2005;

VU le dossier de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 19 novembre au 4 décembre 2007 sur la commune de Château-l'Evêque conformément à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007;

VU l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 27 décembre 2007;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 22 février 2008;

VU le rapport de Monsieur Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Considérant que le captage d'eau potable et l'établissement des périmètres de protection présentent un intérêt général,

Considérant que les besoins en eau potable destinés à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Considérant que la mise en place des périmètres de protection est indispensable pour assurer la protection de la qualité des eaux

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

DÉCLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- La dérivation et le prélèvement des eaux souterraines par le SIAEP de Coulounieix-Razac du forage de « la Rebière des Armagnac », situé sur la commune de Château l'Evêque,
- la création des périmètres de protection du captage susvisé

ARTICLE 2 – Objet de l'autorisation

Le SIAEP de Coulounieix-Razac est autorisé à prélever, par l'intermédiaire du forage de « la Rebière des Armagnac » des eaux destinées à l'alimentation humaine.

Pour l'exploitation de l'ouvrage et l'exercice des activités ou ouvrages énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre 2003 susvisés et aux dispositions du présent arrêté.

OUVRAGES – INSTALLATIONS - ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME
Sondage, forages, y compris des essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1.1.1.0	Déclaration
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé le volume total prélevé étant : supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	1.1.2.0	Déclaration
Ouvrages, installations et ouvrage permettant le prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, ont prévu l'abaissement des seuils : capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h	1.3.1.0	Autorisation

ARTICLE 3 : Emplacement de l'ouvrage

La forage de « la Rebière des Armagnac » est implanté sur la parcelle n° 204, section E2 de la commune Château l'Evêque, propriété du SIAEP de Coulounieix-Razac.

Indice BSS: 07588 X0048F

Coordonnées Lambert II étendu : X= 471188 m, Y= 2 029 450 m, Z= + 103 NGF

Il exploite l'aquifère Jurassique entre 290 m et 548 m de profondeur.

ARTICLE 4 : Caractéristiques du prélèvement

Nom du captage	Débit maximum horaire	Débit maximum journalier	Volume annuel
Forage « la Rebière des Armagnac »	200 m ³ /h	4 700 m ³ /j	1 000 000 m ³ /an

ARTICLE 5 : Moyen de surveillance de l'ouvrage

Des mesures avec enregistrement automatique sont mises en place pour les paramètres suivants:

- Niveau piézométrique avant chaque démarrage de la pompe immergée
- Niveau dynamique avant chaque arrêt de la pompe
- Date et heure de mise en route et arrêt de la pompe immergée
- Index horaire et volumétrique avant chaque démarrage de la pompe immergée

Ces données sont stockées dès le début du fonctionnement de l'ouvrage afin de permettre leur utilisation sur plusieurs années.

Pendant la durée de l'exploitation, l'exploitant doit veiller au bon entretien de l'ouvrage et des abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines. Une mesure est effectuée tous les dix ans pour connaître la vitesse et le positionnement des venues d'eau ainsi qu'une inspection par caméra de la colonne de captage.

ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage (plans joints en annexe)

Des périmètres de protection immédiate, et éloignée sont établis autour du forage de « la Rebière des Armagnac ». Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté. Il n'est pas établi de périmètre de protection rapprochée.

6.1. Périmètre de protection immédiate (PPI)

D'une superficie approximative de 3200 m², le périmètre de protection immédiate englobe la parcelle 204, section E2 de la commune Château l'Evêque.

Ce périmètre doit être et demeurer la pleine propriété du SIAEP de Coulounieix-Razac.

- Il est clôturé à une hauteur minimum de 2 m, les poteaux sont en matière imputrescible. L'ensemble est muni d'un portail fermant à clé.
- La tête du forage est recouverte d'un capot étanche muni d'un système de verrouillage empêchant toute tentative de détérioration de l'ouvrage.
- Un fossé est créé entre la D3E7 et les parcelles 203, 204 et 206.
- L'accès à l'intérieur du périmètre est interdit à toute personne en dehors du maître d'ouvrage et des personnes habilitées.
- Toute activité et tout dépôt autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation ou à l'entretien du point d'eau sont interdits et, d'une manière générale, tout fait susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.
- Les installations de captage sont conservées en bon état et régulièrement entretenues.
- L'entretien du périmètre et des fossés doit se faire régulièrement sans l'usage de désherbant chimique.

6.2. Périmètre de protection éloigné (PPE)

Le périmètre de protection éloignée (ou zone sensible) concerne l'aire d'influence du forage. Dans cette zone toute installation faisant l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation doit prendre en compte la sensibilité particulière de l'aquifère des calcaires crétacés.

Certaines activités sont déconseillées :

- Le dépôt de tout produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de produits chimiques ;
- l'épandage et l'infiltration d'eau usées et de lisiers ;
- le stockage d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires.

Il est recommandé d'effectuer une inspection régulière des dolines situées à l'est du forage, des lieux-dits « les Forêts », « Garmanel », « la Fouillarges » et « Peyssard » afin de vérifier tout dépôt dangereux.

Enfin, la réglementation générale s'applique strictement avec le souci de la protection de la ressource.

6.3. Dispositions communes sur l'ensemble des périmètres

Toutes mesures doivent être prises pour que la commune de Château l'Evêque, le SIAEP de Coulounieix-Razac, l'exploitant de la distribution d'eau, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et le service chargé de la police de l'eau soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur du périmètre de protection.

ARTICLE 7 : Délai de mise en œuvre des travaux

Les ouvrages, installations, travaux, activités, dépôts, aménagement ou occupation des sols décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 8 : Distribution et traitement de l'eau

Le SIAEP de Coulounieix-Razac est autorisé à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du forage de « la Rebière des Armagnac ».

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux produites et distribuées sont conformes aux conditions exigées par le code de la santé publique et sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Les eaux du forage subissent un traitement de désinfection au chlore avant d'être distribuées.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation est à reconsidérer.

ARTICLE 9 : Surveillance de la qualité de l'eau

Le SIAEP de Coulounieix-Razac veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.

Toute anomalie notable doit être signalée sans délai à l'autorité sanitaire.

ARTICLE 10 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée par la DDASS selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur.

Ce contrôle devra être renforcé au moins pendant les cinq premières années d'exploitation par une analyse chimique annuelle et deux analyses bactériologiques.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 11 : Respect de l'application de l'arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 12 : Information des tiers

A la charge du Préfet

- le présent arrêté est notifié au SIAEP de Coulounieix-Razac, et au maire de Château l'Evêque, en vue de la mise à disposition du public et de l'affichage en mairie.
- un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

A la charge du président du SIAEP de Coulounieix-Razac

Le permissionnaire transmet à la préfecture dans un délai de 6 mois une note sur l'accomplissement des formalités portant sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

A la charge de la commune de Château l'Evêque

- Les servitudes prévues au présent arrêté sont annexées dans les documents d'urbanisme de la commune de Château l'Evêque dans **un délai maximum de 3 mois** avec ses documents graphiques, dans les conditions définies par le Code de l'Urbanisme.
- le présent arrêté est affiché en mairie pendant une **durée minimale de deux mois**.

ARTICLE 13 : Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans **un délai de 2 mois** à compter de sa notification par toute personne ayant intérêt pour agir, ou les propriétaires concernés

Toute personne peut également saisir dans un délai de deux mois à compter de la notification et de la publication du présent arrêté:

- le préfet de la Dordogne d'un recours gracieux; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet,
- les ministres chargés de la santé et de l'environnement d'un recours hiérarchique; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 14 : sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :


- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 15 :

La secrétaire générale de la préfecture ,
 Le sous-préfet de Sarlat
 Le Maire de la commune de Château l'Evêque,
 Le président du SIAEP de Coulounieix-Razac
 Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Le Directeur départemental de l'équipement,
 Le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

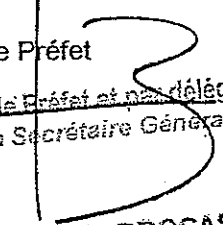
Copie certifiée
 conforme à l'original

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Chef de Bureau


 Didier CASTELIN



Fait à PERIGUEUX le 3 AVR. 2008

Le Préfet
 Pour le Préfet et par délégation,
 la Secrétaire Générale,

 Sophie BROCAS

Liste des annexes :

- plan de situation
- Plan des PPI et PPE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix
Le 5 FEVRIER A 19H00

Le Conseil Municipal de la Commune de CHÂTEAU- L'EVEQUE
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire
à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Serge DAUGIERAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 29 Janvier 2010

PRESENTS: S.DAUGIERAS, M.H. BELOMBO, J.C. REJASSE, C. PIERRE,
A.M. BOUTEVILLAIN, K. ATROCHE-LAPIERRE, P. LEVAILLANT
R. VILISQUES, J.P. MARTINS, A. MARTY, R. LEGER, B. BAYLAC,
N. GALLOIS, J. DUVERNEUIL, S. LOUBET, C. MANSOY,

ABSENTS-EXCUSES : A.M. LACOSTE (Procuration à Mme BELOMBO),
S. VILATTE (Procuration à Mr DAUGIERAS), D. PEYRUCHAUD

Secrétaire de Séance : C. MANSOY

OBJET : *Approbation d'une modification du PLU*

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la modification du PLU définie par une délibération du 10 avril 2009 a été soumise à enquête publique du lundi 23 novembre 2009 au mercredi 23 décembre 2009. Il fait part des résultats de l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur. Il présente les dispositions soumises à l'assemblée à l'issue de cette procédure.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L123-12, L123-13, L 123-19, R 123-24 et R 123-25,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 juin 2005 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 10 avril 2009 engageant une modification du plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté municipal en date du 29 octobre 2009 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 janvier 2010,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que les résultats de ladite enquête ne justifient aucune correction du projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,
Considérant que par conséquent que ledit projet, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123.10 du code de l'urbanisme,



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

-décide d'approuver la modification du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est annexée à la présente,

-dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux désignés ci-après :

*Dordogne Libre

*Réussir le Périgord

-dit que conformément au code de l'urbanisme, la modification du Plan Local d'Urbanisme est tenue à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- à la Mairie

- à la Préfecture de la Dordogne,

-dit que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme qui lui est annexé sera transmise à Mme la Préfète de la Dordogne,

Les dispositions en résultant ne seront exécutoires que dans les conditions suivantes :

-dans un délai d'un mois suivant sa réception par Mme la Préfète de la Dordogne, si celle-ci n'a notifié aucune modification à apporter au Plan Local d'Urbanisme approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications,

-après accomplissement de la dernière des mesures de publicité citées ci-dessus.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vendredi vingt-huit août deux mil quinze, à vingt heures quarante-cinq minutes, les membres du Conseil Municipal de la commune de Château l'Evêque, dûment convoqués le ~~vingt-huit~~^{août} deux mil quinze, par email, se sont réunis en session ordinaire, en salle du conseil à la Mairie, sous la présidence de Mme Marie Hélène BELOMBO, Maire.

Nombre de Conseillers :

En exercice :	19	Présents :	Mme Marie BELOMBO, Mrs Jean-Claude REJASSE, Claude MANSOY,
Présents :	14		Alain MARTY, Mmes Anne GALY, Jeannine LAVERGNE, Sylviane VILATTE,
Votants :	14		Nicole GALLOIS, Mrs Jean-Paul DUTARD, Rémy LEGER, Bruno BAYLAC
Pouvoirs :	+ 3		Mme Coralie JUGE, Mrs Claude DESVEAUX, Michel TOMAS

Absents excusés : Mme Joëlle DUVERNEUIL (procuration à Claude MANSOY),
Mrs Philippe LE VAILLANT, Jean-Philippe MARTINS
Mme Annie BEYDON (procuration à Marie Hélène BELOMBO)
Mme Stéphanie DUPUY (procuration à Michel TOMAS)

Secrétaire de Séance : Mr Jean-Paul DUTARD

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME : BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC ET APPROBATION DU PROJET

-OBJECTIFS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

Premier Objectif

*Mme le Maire rappelle que la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) modifie l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme et supprime le coefficient d'occupation des sols (COS) ainsi que les caractéristiques minimales de terrain dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Cette mesure est d'application immédiate pour les déclarations préalables ou pour les demandes de permis de construire ou d'aménager déposées à compter du 25 mars 2014 et l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation à l'obligation d'écarter ces règles lors de l'instruction de ces demandes, et ce sur le principe de l'article 16-1 de la loi N°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Madame le Maire propose donc de prendre acte de la suppression de ces dispositions au sein du règlement du PLU.

Second Objectif

*Mme le Maire expose que l'instruction des permis de construire au sein de la zone UBa a mis en avant la nécessité de corriger l'article UB 9 concernant l'emprise au sol des constructions : remplacer l'emprise de 10 % par 20 %.

Troisième Objectif

*Dans la zone 1 AU, corriger l'article 1 AU 9 concernant l'emprise au sol des constructions, remplacer l'emprise de 10 % par 20 %.

Quatrième Objectif

*Dans la zone N dans le secteur Nh corriger l'article N9 concernant l'emprise au sol des constructions, remplacer l'emprise de 10 % par 20 %.

-CONCERTATION DE LA POPULATION

La concertation avec la population a été définie et annoncée par la délibération du 22 janvier 2015. Elle devait mettre en œuvre :

- *mise à disposition du dossier en Mairie avec un registre permettant au public de formuler ses observations
- *information dans le 'Castel Infos', sur le site internet et dans la presse
- *réunion de présentation générale à la population du projet de modification simplifiée

La réunion publique a été organisée le 17 juin 2015 ; ce qui a permis à dix-huit personnes de participer au projet.

Le bilan de la concertation mise en œuvre est positif. Toutes les modalités annoncées dans la délibération du 22 janvier 2015 ont été respectées pour toucher un large public. La participation à la réunion publique a été significative et elle a été l'occasion de bien expliquer le projet.

-CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU a été notifié le 10 juin 2015 à l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA). Il leur a été précisé les dates de la mise à disposition du public du dossier.

Ainsi, les avis des PPA reçus avant et pendant la période de mise à disposition du public ont été joints au dossier de mise à disposition.

Les avis émis par les PPA sont favorables au projet de modification simplifiée n°1 du PLU.

-MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU a été mis à disposition du public, en mairie, du 22 juin 2015 au 22 juillet 2015.

Au 23 juillet 2015, aucune observation du public n'a été formulée dans le registre mis en place, qui est donc vierge.

Il en résulte que le projet de modification simplifiée n°1 n'a pas à être adapté pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées émis et des observations du public.

Le bilan de la concertation et de la mise à disposition du public est annexé à la présente.

Les documents constitutifs du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ont été joints à cet ordre du jour et ont pu être consultés par le Conseil municipal.

-APPROBATION DU PROJET

Madame le Maire propose d'approuver le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-13-1, L.123-13-3, L.300-2, L.121-4 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 juin 2005 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 janvier 2015 ayant prescrit la modification simplifiée n°1 et fixé les modalités de concertation et de mise à disposition du public ;

Vu le bilan positif de la concertation ;

Vu le bilan positif de la mise à disposition du public ;

Après avoir entendu l'exposé du projet et avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

1°) d'approuver le bilan de concertation ;

2°) d'approuver le bilan de la mise à disposition du public ;

3°) d'approuver le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

La commune sera chargée :

- d'effectuer les mesures de publicité réglementaires, et notamment l'affichage de ladite délibération en mairie pendant un mois,
- de procéder à l'insertion de cette mention d'affichage en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le PLU modifié est consultable en mairie.

La commune n'étant pas couverte par un SCOT approuvé, le PLU modifié sera exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité et à l'issue d'un mois à compter de sa transmission au Préfet.

La présente délibération et le dossier de modification du PLU seront transmis pour information aux Personnes Publiques Associées.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois, à compter :

- De sa transmission en Préfecture le : 17/09/2015
- De sa publication et/ou notification le :
- Certifiée exécutoire le :

Le Maire 18 SEP. 2015
Marie Hélène BELOMBO



Pour extrait certifié conforme,
A Château l'Evêque, le 31 AOUT 2015

Le Maire,

Marie Hélène BELOMBO

This block contains a handwritten signature of Marie Hélène Belombo and a circular official stamp, identical to the one in the previous block, representing the Municipality of Château-Lévy, Dordogne.

DELIBERATION DD005-2016

Nombre de membres du conseil	
en exercice	67
Présents	57
Votants	65
Pouvoirs	8

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 22 Janvier 2016

LE 28 Janvier 2016, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en
session ordinaire sous la présidence
de Monsieur Auzou

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU L'EVEQUE : EXTENSION DE LA ZONE CONSTRUCTIBLE UB

M. AUZOU, Président

Secrétaire de séance : M. LECOMTE

PRESENTS :

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, DE PISCHOF, BELOMBO, ROUFFINEAU, CONTIE, GATAULT, CHABREYROU, DORET, BORAS, DARTENCET, DATRIER, MAXHEIM-MALARD, MONTEIL-MAYAUD, PERAUD-DAUSSE, RAT-SOULIER, MOULENES, PAUL, SALINIER, DECABRAS, SALOMON.

MM. BUISSON, LE MAO, BEYLOT, DESPLAT, CURNIL, PASSERIEUX, SUBERBERE, TESTUT, DOBBELS, ROUSSARIE, CROUZAL SCHRICKE, PROTANO, GEOFFROY, BONNET, LE PAPE, LARRE, RIGAUD, LAROCHE, LARENAUDIE, AUDI, BARBANCEY, CIPIERE, DUNOYER, LE VACON, MOSSION, ROUQUIÉ, TENAILLON, MOTTIER, BUFFIERE, TALLET, GENDRE, GEORGIADIS.

M. MATHIEU représenté par son suppléant M. FOUCHIER

ABSENTS : Mmes. LABAILS.

MM. BERIT-DEBAT, LACOSTE, BREAU, CIPIERE, GIRAUD, KHAIRALLAH, MACARY, MATHIEU, REYNET, COLBAC.

POUVOIRS

M. DERIT-DEBAT	Pouvoir à	M. TESTUT
M. LACOSTE	Pouvoir à	M. PROTANO
M. GIRAUD	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. KHAIRALLAH	Pouvoir à	Mme DARTENCET
M. LABAILS	Pouvoir à	M. DOBBELS
M. MACARY	Pouvoir à	M. MOSSION
M. MATHIEU	Pouvoir à	M. RIGAUD
M. COLBAC	Pouvoir à	M. GEORGIARES

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU-L'EVEQUE : EXTENSION DE LA ZONE CONSTRUCTIBLE UB

DD005-2016
Accusé de réception en préfecture
024-200940392-20160210-DD005-2016-DE
Date de télétransmission : 10/02/2016
Date de réception préfecture : 10/02/2016

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que depuis le 1^{er} octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification de l'urbanisme.

Qu' à compter de cette date, les procédures en cours dans les communes de l'agglomération sur leur document d'urbanisme sont de compétence communautaire, et le Conseil Communautaire doit accomplir les actes de procédures.

Que lors des discussions sur la prise de compétence PLUi, les élus ont acté le fait que le Conseil Communautaire ne se prononcerait qu'après avis du conseil municipal concerné sur son document d'urbanisme.

Considérant que le conseil municipal de Château-l'Evêque a prescrit par une délibération du 04 septembre 2014 une révision simplifiée de son PLU ayant pour objet :

- l'extension de la zone constructible UB à la totalité de la parcelle D1682 (actuellement en zone N), afin de permettre la restauration et l'extension du bâtiment municipal existant pour les temps d'activités périscolaires.

Que ce projet de révision a été arrêté lors du conseil municipal du 19 juin 2015. Après examen conjoint avec les personnes publiques associées, le projet a été légèrement modifié et le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur son approbation le 14 janvier 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

- d'approuver la procédure de révision simplifiée du PLU de la commune de Château-l'Evêque pour l'extension de la zone constructible UB à la totalité de la parcelle D1682 (actuellement en zone N), afin de permettre la restauration et l'extension du bâtiment municipal existant pour les temps d'activités périscolaires.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	Pour extrait conforme
Délibération certifiée exécutoire à compter du	Périgueux, le - 8 FEV. 2016

Le Président,
Jacques AUZOU

DELIBERATION DD005-2016BIS

Nombre de membres du conseil	
en exercice	67
Présents	57
Votants	65
Pouvoirs	8

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 22 Janvier 2016

LE 28 Janvier 2016, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en
session ordinaire sous la présidence
de Monsieur Auzou

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU L'EVEQUE : EXTENSION DE LA ZONE 1AU5

M. AUZOU, Président

Secrétaire de séance : M. LECOMTE

PRESENTS :

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, DE PISCHOF, BELOMBO, ROUFFINEAU, CONTIE, GATAULT, CHABREYROU, DORET,
BORAS, DARTENCET, DATRIER, MAXHEIM-MALARD, MONTEIL-MAYAUD, PERAUD-DAUSSE, RAT-SOULIER, MOULENES, PAUL,
SALINIER, DECABRAS, SALOMON.

MM. BUISSON, LE MAO, BEYLOT, DESPLAT, COUNIL, PASSERIEUX, SUBERBERE, TESTUT, DOBBELS, ROUSSARIE, CROUZAL
SCHRICKE, PROTANO, GEOFFROY, BONNET, LE PAPE, LARRE, RIGAUD, LAROCHE, LARENAUDIE, AUDI, BARBANCEY, CIPIERE,
DUNOYER, LE VACON, MOSSION, ROUQUIÉ, TENAILLON, MOTTIER, BUFFIERE, TALLET, GENDRE, GEORGIADIS.

M. MATHIEU représenté par son suppléant M. FOUCHIER

ABSENTS : Mmes. LABAILS.

MM. BERIT-DEBAT, LACOSTE, BREAU, CIPIERE, GIRADEL, KHAIRALLAH, MACARY, MATHIEU, REYNET, COLBAC.

POUVOIRS

M. DERIT-DEBAT	Pouvoir à	M. TESTUT
M. LACOSTE	Pouvoir à	M. PROTANO
M. GIRADEL	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. KHAIRALLAH	Pouvoir à	Mme DARTENCET
M. LABAILS	Pouvoir à	M. DOBBELS
M. MACARY	Pouvoir à	M. MOSSION
M. MATHIEU	Pouvoir à	M. RIGAUD
M. COLBAC	Pouvoir à	M. GEORGIADIS

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU L'EVEQUE : EXTENSION DE LA ZONE 1AU5

DD005-2016BIS Accusé de réception en préfecture 024-200040392-20160210-DD005-2015BIS- Date de télétransmission : 10/02/2016 Date de réception préfecture : 10/02/2016

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que depuis le 1^{er} octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification de l'urbanisme.

Qu' à compter de cette date, les procédures en cours dans les communes de l'agglomération sur leur document d'urbanisme sont de compétence communautaire, et le Conseil Communautaire doit accomplir les actes de procédures.

Que lors des discussions sur la prise de compétence PLUi, les élus ont acté le fait que le Conseil Communautaire ne se prononcerait qu'après avis du conseil municipal concerné sur son document d'urbanisme.

Considérant que le conseil municipal de Château-l'Evêque a prescrit par une délibération du 04 septembre 2014 une révision simplifiée de son PLU ayant pour objet :

- extension de la zone 1AU5 (zone constructible) à la totalité de la parcelle G883, d'une superficie de 7 550 m², dont une partie est actuellement en zone N, afin de permettre la création d'un lotissement par Périgueux Habitat.

Que ce projet de révision a été arrêté lors du conseil municipal du 19 juin 2015. Après examen conjoint avec les personnes publiques associées, le projet a été légèrement modifié et le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur son approbation le 14 janvier 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

- d'approuver la procédure de révision simplifiée du PLU de la commune de Château-l'Evêque pour l'extension de la zone 1AU5 (zone constructible) à la totalité de la parcelle G883, d'une superficie de 7 550 m², dont une partie est actuellement en zone N, afin de permettre la création d'un lotissement par Périgueux Habitat.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	Pour extrait conforme
Délibération certifiée exécutoire à compter du	Périgueux, le - 8 FEV. 2016

Le Président,
Jacques AUZOU

DELIBERATION DD005-2016TER

Nombre de membres du conseil	
en exercice	67
Présents	57
Votants	65
Pouvoirs	8

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 22 Janvier 2016

LE 28 Janvier 2016, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en
session ordinaire sous la présidence
de Monsieur Auzou

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU L'EVEQUE : TRANSFORMATION DE LA ZONE Nh EN ZONE UB

M. AUZOU, Président

Secrétaire de séance : M. LECOMTE

PRESENTS :

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, DE PISCHOF, BELOMBO, ROUFFINEAU, CONTIE, GATAULT, CHABREYROU, DORET, BORAS, DARTENCET, DATRIER, MAXHEIM-MALARD, MONTEIL-MAYAUD, PERAUD-DAUSSE, RAT-SOULIER, MOULENES, PAUL, SALINIER, DECABRAS, SALOMON.

MM. BUISSON, LE MAO, BEYLOT, DESPLAT, COUNIL, PASSERIEUX, SUBERBERE, TESTUT, DOBBELS, ROUSSARIE, CROUZAL SCHRICKE, PROTANO, GEOFFROY, BONNET, LE PAPE, LARRE, RIGAUD, LAROCHE, LARENAUDIE, AUDI, BARBANCEY, CIPIERE, DUNOYER, LE VACON, MOSSION, ROUQUIÉ, TENAILLON, MOTTIER, BUFFIERE, TALLET, GENDRE, GEORGIADDES.

M. MATHIEU représenté par son suppléant M. FOUCHIER

ABSENTS : Mmes. LABAILS.

MM. BERIT-DEBAT, LACOSTE, BREAU, CIPIERE, GIRADEL, KHAIRALLAH, MACARY, MATHIEU, REYNET, COLBAC.

POUVOIRS

M. DERIT-DEBAT	Pouvoir à	M. TESTUT
M. LACOSTE	Pouvoir à	M. PROTANO
M. GIRADEL	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. KHAIRALLAH	Pouvoir à	Mme DARTENCET
M. LABAILS	Pouvoir à	M. DOBBELS
M. MACARY	Pouvoir à	M. MOSSION
M. MATHIEU	Pouvoir à	M. RIGAUD
M. COLBAC	Pouvoir à	M. GEORGIARES

APPROBATION DE LA PROCEDURE DE REVISION A MODALITES SIMPLIFIEES DU PLU DE CHATEAU-L'EVEQUE : TRANSFORMATION DE LA ZONE Nh EN ZONE UB

DD005-2016TER Accusé de réception en préfecture 024-200810392-20160210-DD005-2016TER-DE Date de télétransmission : 10/02/2016 Date de réception préfecture : 10/02/2016
--

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que depuis le 1^{er} octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification de l'urbanisme.

Qu' à compter de cette date, les procédures en cours dans les communes de l'agglomération sur leur document d'urbanisme sont de compétence communautaire, et le Conseil Communautaire doit accomplir les actes de procédures.

Que lors des discussions sur la prise de compétence PLUi, les élus ont acté le fait que le Conseil Communautaire ne se prononcerait qu'après avis du conseil municipal concerné sur son document d'urbanisme.

Considérant que le conseil municipal de Château-l'Evêque a prescrit par une délibération du 22 janvier 2015 une révision simplifiée de son PLU ayant pour objet :

- transformation de la zone Nh au lieu-dit « Les Martyrs » en zone UB, suite à la pose de l'assainissement collectif dans ce secteur.

Que ce projet de révision a été arrêté lors du conseil municipal du 22 janvier 2015. Après examen conjoint avec les personnes publiques associées, le projet a été légèrement modifié et le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur son approbation le 14 janvier 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

- d'approuver la procédure de révision simplifiée du PLU de la commune de Château-l'Evêque pour la transformation de la zone Nh au lieu-dit « Les Martyrs » en zone UB, suite à la pose de l'assainissement collectif dans ce secteur.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	Pour extrait conforme
Délibération certifiée exécutoire à compter du	Périgueux, le - 8 FEV. 2016

Le Président,
Jacques AUZOU

LE GRAND PERIGUEUX
1 bd Lakanal – BP 70171 – 24019 - PERIGUEUX

DELIBERATION DD018-2018

Nombre de membres du conseil	
en exercice	95
Présents	58
Votants	67
Pouvoirs	9

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 2 février 2018

LE 8 février 2018, Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur AUZOU

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CHÂTEAU L'EVÊQUE

M. Jacques AUZOU, Président
Christian LECOMTE, Secrétaire

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, SALINIER, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, FAURE, BORAS, DARTENCET, DATRIER, LABAILS, LEON, MAXHEIM-MALARD, MOULENES, PERRAUD-DAUSSE, RAT-SOUIILLER, SALOMON.

MM. LE MAO, MOTTIER, SUBERBERE, PASSERIEUX, CHERON, DOBBELS, ROUSSARIE, MARTINEAU, SCHRICKE, PROTANO, FRADON, GEOFFROY, LEGAY, MOTARD, LACOSTE, RIGAUD, MERILLOU, BARBANCEY, DUNOYER, KHAIRALLAH, MOSSION, ROUQUIE, TALLET, RAUZET, GUILLEMET, LOURD, GRELLETY, LARENAUDIE, COLLINET, LAROCHE, BUFFIERE, RATIER, USCAIN, GENDRE, GEORGIADIS, DUCENE, CACAN, MONTORIEL.

ABSENTS :

Mmes : KERGOAT, ROUFFINEAU, GATAULT, CHABREYROU, MONTEIL-MAYAUD, DORET, DECABRAS.

MM. : BUISSON, BEYLOT, DESPLAT, BONNET, LARRE, BREAU, COURNIL, RAYNAUD, GARRIGUE, BERIT-DEBAT, DENIS, LE PAPE, PUYRIGAUD, AUDI, CIPIERRE, COUDERC, MOSSION, LE VACAON, TENAILLON, MALLET, MATHIEU, REYNET, COLBAC, HERBRETEAU.

POUVOIRS :

M. COURNIL	Pouvoir à	M. PASSERIEUX
M. BELLEBNA	Pouvoir à	M. MARTINEAU
M. LE PAPE	Pouvoir à	Mme MOULENES
M. AUDI	Pouvoir à	M. AUZOU
M. GIRAUD	Pouvoir à	M. BARBANCEY
M. MACARY	Pouvoir à	Mme DARTENCET
Mme PAUL	Pouvoir à	M. ROUSSARIE
Mme DORET	Pouvoir à	M. LARENAUDIE
Mme ROUX	Pouvoir à	M. DUCENE

OBJET : OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CHÂTEAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que depuis le 1er octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification urbaine. A ce titre, il est compétent pour les procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux, jusqu'à ce que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal soit approuvé.

Que la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Grand Périgueux, mais l'ensemble du travail est mené avec la commune.

Que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Château l'Evêque est concerné par une procédure de modification, lancée par une délibération du conseil communautaire du 23 mars 2017.

Que le PLU de la commune de Château l'Evêque, approuvé par une délibération du conseil municipal du 28 juin 2005, a fait l'objet de plusieurs modifications, modifications simplifiées et révisions simplifiées.

Que la présente modification n°2 du PLU de Château l'Evêque comporte un objet à savoir la mise en conformité du PLU avec la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6/08/2015 (dite Loi Macron), soit un réajustement du règlement des zones agricoles et naturelles afin d'y permettre les évolutions du bâti existant à usage d'habitation (annexes, extensions sous conditions). L'identification d'un bâtiment susceptible de changer de destination en zone N est également prévue dans le cadre de cette procédure.

Considérant que conformément à l'article L. 121-4 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n° 2 du PLU de la commune de Château l'Evêque a été notifié aux personnes publiques associées :

- la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers a rendu un avis favorable en sa séance du 6 septembre 2017,
- les services de l'État ont informé le Grand Périgueux d'un avis également favorable, tout comme le Département de la Dordogne, la Chambre d'Agriculture de la Dordogne, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) et l'Agence Régionale de Santé.

Que par arrêté n° ARRU019-2017 du 14 septembre 2017, le Président du Grand Périgueux a organisé une enquête publique unique à 3 procédures, à savoir les modifications des PLU de la commune de Château l'Evêque, de la commune de Mensignac et de la commune de La Chapelle Gonaguet. Elle s'est déroulée du lundi 23 octobre 2017 à 9h00 au jeudi 23 novembre 2017 à 12h00.

Que le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal d'enquête publique au Grand Périgueux le 24 novembre 2017, auquel le Grand Périgueux a répondu le 1er décembre 2017. Le rapport final d'enquête publique a été remis le 21 décembre 2017.

Que trois observations ont été faites et reportées sur le registre d'enquête publique concernant la modification n° 2 du PLU de la commune de Château l'Evêque :

Ces 3 interventions ont le même objet, à savoir le projet communal d'extension du cimetière. En effet, deux propriétaires souhaiteraient que l'extension se fasse sur d'autres parcelles que celles prévues au PLU sur l'emplacement réservé. L'un d'entre eux serait prêt à céder à la commune une surface équivalente sur d'autres parcelles attenantes au cimetière. La réponse faite est que ces demandes ne peuvent pas être prises en compte dans le cadre de la présente modification (déplacement de l'emplacement réservé non

prévu dans l'objet). Toutefois, cette possibilité sera à étudier par la Commune dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la modification n° 2 du PLU de Château l'Evêque.

Que par conséquent, compte tenus des avis favorables sur le projet, notamment de la commune de Château l'Evêque, des remarques faites à l'enquête publique et de la réponse qui y est apportée, la modification n° 2 du PLU de Château l'Evêque peut être approuvée.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE :

- Approuve la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Château l'Evêque ;
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Grand Périgueux et en mairie de Château l'Evêque pendant un mois ;
- Dit que la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- Dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité ;
- Précise que le dossier de PLU modifié est tenu à la disposition du public au siège du Grand Périgueux et à la mairie de Château l'Evêque aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	01 MARS 2018	Pour extrait conforme	01 MARS 2018
Délibération certifiée exécutoire à compter du	01 MARS 2018	Périgueux, le	01 MARS 2018

Le Président
Jacques AUZOU



Envoyé en préfecture le 02/03/2018

Reçu en préfecture le 02/03/2018

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20180208-DD0182018-DE